

Quand l'extrême pauvreté sépare parents et enfants : un défi pour les droits de l'homme

Mouvement international ATD Quart Monde - Pierrelaye - 2004 - 170 pages
www.quartmonde.org

Résumé du document

Personne ne souhaite voir des enfants subir les dures conditions d'une vie de misère. Ceci peut pousser certains parents à confier leurs enfants à un orphelinat ou à d'autres familles pour assurer des travaux domestiques. Cela peut aussi conduire certains travailleurs sociaux à les retirer de leur famille quand celle-ci est pauvre. Ces solutions s'avèrent parfois être les meilleures car les enfants sont alors mieux nourris et cela peut donner aux parents le temps de surmonter leurs difficultés et de bâtir ainsi un foyer plus stable. L'issue est bien pire lorsque les enfants quittent la maison de leur plein gré et finissent tout seuls dans la rue. Pourtant, même dans le meilleur des cas, les enfants eux-mêmes n'ont cessé de répéter qu'ils sont conscients d'avoir perdu quelque chose d'irremplaçable en quittant leur famille et leur communauté. Les enfants placés dans des institutions privées ou publiques ont de fortes chances de se retrouver dans un système disposant de faibles moyens et rarement tenu pour responsable devant les familles auxquelles il prête assistance. Nous devons à ces enfants d'innover ensemble des solutions meilleures.

La pauvreté n'est pas le seul facteur à l'origine de la séparation des parents et des enfants. Les phénomènes observés dans cette étude – qui affectent les enfants vivant dans la rue, dans des foyers d'accueil ou encore qui connaissent d'autres situations difficiles – sont complexes et ne seront pas résolus par n'importe quelle mesure unique. Les parents eux-mêmes font souvent preuve d'une résistance et d'un courage sans borne en faveur de leurs enfants. Mais les efforts considérables qui sont nécessaires pour garder une famille unie face à la pauvreté peuvent aussi saper l'énergie et les espoirs de ces personnes, et ce d'une manière propre à retarder ou même saboter leurs tentatives de vaincre la pauvreté.

Protéger les relations parents-enfants relève de la question des droits de l'homme. La Convention sur les droits de l'enfant affirme qu'il est dans l'intérêt primordial des enfants d'être élevés dans leurs propres familles. Elle envisage la séparation comme le dernier recours possible, après que tout a été mis en œuvre pour soutenir les parents dans leurs responsabilités.

L'engagement à défendre les droits des enfants et des familles n'est que la première étape. La mise en œuvre de changements nécessite de développer, en partenariat avec les enfants et les familles eux-mêmes, une formation, une planification, une méthodologie et une évaluation. Il faut pour cela commencer par considérer les personnes concernées comme acteurs directs du développement. En effet, soutenir les efforts entrepris par les personnes les plus pauvres doit être une priorité.

Les six pays présentés dans ce rapport

- Dans les situations décrites au Guatemala, certaines familles très pauvres souffrent du manque de soutien de leur communauté. Trop d'enfants se retrouvent dans la rue, certains même se prostituent. D'autres sont dans des structures classiques mais se voient marginalisés du fait de leur extrême pauvreté, comme lorsque cet administrateur d'école humilie des enfants à cause de leurs poux et de leurs vêtements usés. D'autres encore se retrouvent dans des situations où ils ont accès à la drogue et en deviennent dépendants. Pendant ce temps, les parents vivent dans la peur de voir leurs enfants enlevés et adoptés. Confrontés à des défis aussi

accablants, ces parents font des efforts énormes pour protéger leurs enfants du mieux qu'ils peuvent.

- En Haïti, la situation des enfants travaillant en domesticité a récemment été montrée du doigt. Il est important de considérer tous les aspects de cette question. La situation idéale serait, pour les familles des enfants, de disposer de moyens suffisants pour pouvoir les élever à la maison, mais tant que cet objectif n'est pas atteint, il est important de distinguer les différentes réalités que recouvre cette situation des enfants en domesticité. Tandis que l'enfant est parfois véritablement exploité, il se peut, dans d'autres cas, qu'il se contente d'aider des voisins ayant les moyens de l'accueillir en attendant que sa famille ait plus de nourriture ou la possibilité de l'envoyer à l'école. Dans la communauté rurale de Fond-des-Nègres, un réseau de trois écoles constitue un modèle réaliste permettant d'assurer l'éducation d'enfants les plus pauvres – à la fois de ceux qui sont en domesticité et de ceux qui risquent de le devenir.
- Dans les chapitres qui traitent des Philippines, des Etats-Unis et du Royaume-Uni, des perspectives complémentaires sont apportées par des familles dont les enfants sont sous la garde des services sociaux. Ces trois continents présentent des réalités économiques et quotidiennes très différentes. Dans le chapitre consacré aux Philippines, ce sont souvent les parents eux-mêmes qui ont pris la décision de confier leurs enfants à un orphelinat, dans l'espoir qu'ils s'épanouissent mieux dans un tel environnement plutôt qu'à la maison. Bien que les cadres institutionnels et juridiques de ces pays ne soient pas les mêmes, il est frappant de constater qu'il existe des similitudes entre les parents lorsqu'ils se retrouvent face à toute une série d'obstacles à surmonter. Trop souvent, c'est le désespoir qui les attend au bout du chemin. Une enfant aux USA qui reproche à ses parents de ne pas avoir été capables de la préserver du service de protection de l'enfance ; une enfant philippine qui s'enfuit de l'orphelinat pour retrouver ses parents. Ces signes prouvent que les institutions vont mal. Et pourtant, il existe d'autres manières non négligeables auxquelles peuvent avoir recours les institutions pour soutenir les parents et les enfants. Aux Etats-Unis, le « Child Welfare Organizing Project » (Projet d'Organisation de la Protection de l'Enfance) propose une approche permettant aux parents de traiter ensemble les problèmes et de contribuer à l'analyse et à la planification du service de protection de l'enfance.
- Les enfants vivant dans les rues des villes du Burkina Faso ont souvent beaucoup erré. Ils souffrent de l'absence de racines inhérente à leurs vies et sont confrontés aux risques de voir leur santé et leur bien-être affaiblis, pour la simple raison qu'ils doivent se débrouiller tout seuls. Des institutions créées en leur faveur ont permis d'en protéger certains mais elles ont laissé aussi beaucoup d'enfants désorientés ne sachant pas comment grandir pour ensuite participer à la vie de leur communauté. Au Burkina Faso, le travail accompli à la Cour aux 100 métiers est un modèle novateur qui prouve à quel point il est possible de réintégrer ces enfants dans la vie de leurs familles et de leurs communautés, rurales pour la plupart.

Les enseignements retenus

Certaines approches sont inefficaces. Au Burkina Faso, par exemple, l'ouverture d'institutions pour les enfants vivant dans les rues peut avoir des conséquences imprévues, comme inciter certains enfants à quitter leur foyer, convaincus que leur vie sera meilleure dans ces établissements. En réalité, malgré les efforts sincères du personnel de ces centres, beaucoup d'enfants ne retrouvent pas une vie plus stable. L'existence des centres leur donne l'espoir de trouver un jour «un centre parfait». Ainsi, dès l'ouverture d'un nouveau centre, ils se précipitent pour s'y installer, abandonnant les projets qu'ils avaient commencés dans les autres centres. En général, ce nouvel engouement se dissipe rapidement mais il est souvent trop tard pour qu'ils puissent reprendre l'ancien projet qu'ils n'avaient pas terminé. De nouvelles initiatives privées (financées en général par des partenaires de pays industrialisés) se présentent en permanence, sans qu'il y ait toutefois de normes publiques communes pour mesurer leur

portée et leur efficacité. Les enfants se retrouvent alors ballottés d'une expérience à l'autre, en situation d'échec et remplis de désillusions.

Il s'avère également inefficace de ramener trop soudainement des enfants vivant en pleine ville dans leur village natal, sans aucune préparation. Certains enfants sont partis de chez eux dans l'espoir de gagner plus d'argent pour pouvoir aider leurs familles et se sentent donc gênés de revenir les mains vides. D'autres sont peut-être partis à la suite d'un conflit. A la génération précédente, les familles élargies étaient mieux préparées pour soutenir leurs membres lors d'un conflit. Aujourd'hui, la société connaît des transformations rapides qui divisent les familles élargies et poussent les enfants à quitter la maison plus jeunes. Lorsque ces enfants rentrent chez eux, leurs parents ne savent pas ce par quoi ils sont passés ou ce qu'ils ont fait pour survivre. Ils craignent parfois le pire et ont besoin de temps avant de pouvoir leur faire à nouveau confiance.

Alors que le projet au Burkina Faso se poursuit, des leçons plus positives émergent sur ce que peuvent être des approches efficaces.

- Avec une bonne préparation, les enfants peuvent réussir ce retour chez eux. Avant de prendre la décision de revenir à la maison, ils ont besoin de temps et il leur faut aussi la possibilité d'accomplir quelque chose, par exemple de commencer à apprendre un métier. Les familles ont également besoin de temps pour se préparer au retour de leurs enfants. Construire une relation avec une famille dans la durée est très efficace, même si l'enfant, au départ, n'a pas prévu de revenir vivre chez lui.
- Une ambiguïté peut apparaître lorsqu'on parle avec les parents de l'avenir de leur enfant. Il arrive que des parents, qui s'étaient réjouis de le revoir, déclarent : « Mon enfant peut rester avec vous s'il le souhaite ». Il est très difficile pour une famille très pauvre de concevoir qu'elle puisse offrir à son enfant plus que n'importe quel organisme d'assistance sociale, qu'il soit public ou privé, local ou international. En misant davantage sur les forces cachées de la famille et de la communauté, il est finalement possible pour les enfants de se développer et de s'épanouir chez eux.

A. Transparence et responsabilité

Pouvoir rendre des comptes aux familles touchées par l'extrême pauvreté suppose de construire un dialogue avec elles afin d'évaluer régulièrement les projets. Cette démarche permet de faire en sorte que moins d'enfants ne passent au travers des lacunes d'un programme et que celui-ci profite à toute une communauté et pas seulement aux plus dynamiques de ses membres. Cependant, les familles les plus pauvres sont fragiles. Leur temps est consumé par leurs efforts de survie, elles manquent d'instruction et sont confrontées aux préjugés. Pour toutes ces raisons, les tenir au courant par un simple bulletin ou en les invitant à une réunion n'est pas suffisant. Il faut en effet construire des relations plus individuelles en leur rendant régulièrement visite pour des conversations amicales. La confiance s'établissant avec le temps, il sera alors possible de les faire participer à des réunions où d'autres pourront aussi entendre leur point de vue.

B. Regarder au-delà des frontières nationales favorise le développement des politiques locales

Chaque région, pays et quartier a ses particularités. Et pourtant, des enfants placés dans des institutions au Burkina Faso et aux Etats-Unis vivent la même désorientation lorsqu'ils se retrouvent ainsi dans une communauté artificielle. Les politiques ne devraient jamais être élaborées loin des communautés où elles s'appliquent, ni imposées sans être régulièrement évaluées avec les membres des communautés concernées. Toutefois, nous espérons que le fait de partager des expériences concrètes de différents pays permettra d'aider d'autres communautés à tirer les leçons des erreurs déjà commises et de diffuser des idées pouvant être adaptées à des situations semblables.

Nous vivons dans un monde où les idées et les connaissances provenant des pays industrialisés sont trop souvent imposées aux pays en développement. Pourtant, les inégalités sociales et la pauvreté restent très marquées dans la plupart des pays industrialisés, qui n'ont pas le monopole pour trouver des solutions propres à vaincre la pauvreté. Il est donc important de prendre conscience de la richesse d'innovation dont disposent aussi les pays en développement.

C. Renforcer la formation et les capacités des personnes à travers un investissement à long terme

Nous devons :

- Renforcer les compétences de ceux qui travaillent avec les familles en situation de pauvreté. Ces personnes, y compris les professionnels et les volontaires, ont parfois des connaissances maigres ou insuffisantes sur les familles issues de milieux différents du leur. Ces lacunes peuvent leur faire courir le risque de porter des jugements préconçus sur ces familles ou de les considérer comme des individus isolés les uns des autres (au lieu d'identifier leurs liens de parenté).
- Trouver des moyens créatifs d'investir dans la formation des personnes vivant dans la pauvreté. Exiger d'elles qu'elles s'instruisent en suivant des cours n'est pas toujours un moyen efficace, étant donné, d'une part, le manque de temps dont disposent ces personnes qui se battent pour survivre et, d'autre part, les humiliations qu'elles subissent quotidiennement, ce qui sape leur capacité à tirer profit des cours. Pour qu'elle puisse porter ses fruits, la formation doit prendre en compte l'importance des liens familiaux d'un individu et recourir à des méthodes positives et créatives. Par exemple, un bon moyen est d'engager des discussions sur le retour de l'enfant à la maison, en incluant l'activité vivante du conte avec les membres de la famille et de la communauté, quel que soit leur âge. Les discussions de groupe qui encouragent les interventions de chaque participant sont capitales pour permettre aux personnes de placer leurs expériences personnelles dans un contexte plus large et pour apporter une vision collective de la manière d'améliorer la situation dans le futur.

1. Parents, enfants et communautés : des acteurs dynamiques

Tous les membres d'une famille doivent avoir la possibilité de s'exprimer et de jouer un rôle actif dans la construction de leur avenir. Pour leur bien-être, ils dépendent les uns des autres ainsi que de leur communauté. Les droits d'une personne ne peuvent être efficacement protégés si ceux des autres membres de la famille ne le sont pas également.

- L'opinion des enfants est importante. A partir d'un certain âge, les enfants doivent être encouragés à exprimer leurs sentiments et leurs opinions. Beaucoup d'enfants vivant dans la pauvreté jouent un rôle actif dans la survie de leurs familles et dans le combat contre l'exclusion au sein de leurs communautés. Ils méritent d'être soutenus autant que possible afin que ce rôle ne nuise pas à leur santé ou n'entrave pas leur accès à une éducation de qualité. Les enfants qui vivent dans des institutions ont le droit d'être protégés du risque de perdre le soutien de leur famille et de leur communauté d'origine. Une communauté artificielle est un cadre rempli de défis où chacun doit se forger sa propre identité. Les enfants qui ne vivent dans aucune communauté, tels que ceux vivant dans les rues, devraient néanmoins être considérés à la fois comme des individus et comme des membres de la communauté et de la famille dont ils sont issus.
- Les mères comme les pères devraient avoir les moyens d'assumer leurs responsabilités familiales et communautaires. Il est important de comprendre pourquoi certains parents confient volontairement leurs enfants à d'autres personnes. Cet acte, qui est souvent perçu comme un abandon, peut être mû par la volonté d'empêcher son enfant de souffrir de la faim. Une décision qui, pour un étranger, fait figure de mauvais choix, s'avère parfois être en réalité une des meilleures options parmi celles, limitées, dont disposent les parents. Pour les programmes ayant trait à la protection de l'enfance, il est important d'inclure dans le budget un investissement

consacré à une connaissance plus approfondie de la famille de l'enfant, même s'ils sont séparés depuis déjà plusieurs années, comme c'est le cas pour les enfants vivant dans la rue. Ces parents doivent être considérés comme des partenaires lorsqu'il s'agit de rechercher des solutions à une crise et de concevoir un projet éducatif pour l'enfant (et si possible de telle sorte qu'ils puissent contribuer directement à l'éducation de leur enfant).

- Les conséquences imprévues de la priorité donnée aux femmes. Les programmes destinés à aider les femmes et à faire en sorte que les familles bénéficient de leur indéniable crédibilité pourraient être améliorés s'ils étaient conçus et évalués avec celles ayant connu des expériences négatives avec les services sociaux. Si l'on parvient à comprendre dans quelle mesure le fait d'exclure le mari d'un programme entraîne des conséquences négatives pour toute la famille, il sera possible d'améliorer la vie des femmes, des hommes et de leurs familles.
- Les membres d'une famille élargie sont une ressource importante car ils peuvent aider une famille à rester soudée en périodes de crise. Il faut apprécier et renforcer le soutien qu'ils apportent à l'éducation des enfants face à la pauvreté. Ils devraient, par exemple, bénéficier d'un statut légal clair vis-à-vis de l'enfant et d'un rôle dans la planification de son éducation.
- Respecter et impliquer les communautés. Il est également primordial que les coordinateurs de projets fassent preuve de respect à l'égard de la communauté et de la culture des enfants, en particulier dans les communautés rurales qui se sentent dévalorisées. Dans les régions où un nombre particulièrement important d'enfants ont quitté leur foyer, il faut procéder à des investissements dans les domaines économique, environnemental et culturel, afin de renforcer l'économie locale traditionnelle.
- Ne pas sous-estimer le rôle des voisins. Pour que les membres de la famille et de la communauté soient des acteurs dynamiques et non de simples bénéficiaires passifs, une certaine retenue est nécessaire de la part des directeurs de projets. En effet, si tous les biens et services sont fournis par une organisation extérieure, les efforts de solidarité qui existent entre voisins pourraient souffrir de la comparaison, privant ainsi la communauté d'une source de fierté.

2. Créer un partenariat : un engagement personnel

« Selon moi, la tâche de l'avocat consiste à créer une grande proximité entre lui et son client. Tout au long de mes années de travail, j'ai eu maintes fois l'occasion de rencontrer et de travailler avec des parents dont les enfants ont été placés. J'en suis venue à faire connaissance avec des personnes d'une force, d'un courage et d'une détermination exceptionnels. Elles sont confrontées à d'énormes obstacles ; elles luttent à travers leur douleur ; elles se battent avec leur amour-propre ; parfois elles abandonnent, parfois elles continuent pour parvenir à leurs fins. [...] Il s'agit de créer une société où les gens ne vivent pas dans des conditions qui favorisent [le mauvais traitement et l'abandon des enfants]. Comment pourrions-nous contribuer à rassembler la volonté politique nécessaire... pour investir du capital social à l'amélioration des conditions de vie des communautés d'où sont issus la plupart des enfants placés, et [donner plus de pouvoirs] aux institutions de ces communautés ? [...] Les militants de la protection de l'enfance doivent se considérer eux-mêmes comme des militants contre la pauvreté et envisager des réformes radicales du système. »

Mme Nanette Schorr, « Bronx Legal Services », Etats-Unis

Pour vaincre la pauvreté, il est essentiel de croire en chacun et d'affirmer jusqu'au bout cette conviction en s'engageant à soutenir ces personnes à long terme. N'étant pas quantifiable, cet aspect est rarement évoqué dans le contexte du développement ou de la protection de l'enfance. Et pourtant, c'est un des sujets les plus communément abordés aussi bien par les parents que par les enfants : le fardeau de l'humiliation, le sentiment d'être mal vus par la communauté et le manque permanent de confiance en soi. Tous ces facteurs peuvent amener des personnes à s'enfoncer davantage dans le chômage, la

drogue et l'errance, entraînant ainsi le démembrement de leur famille. Discerner et souligner les efforts, ignorés, des personnes qui sont parmi les moins respectées, est un moyen de soutenir leurs initiatives et d'améliorer leurs chances de succès.

Cet engagement demande du courage mais aussi de la préparation. Même les personnes issues d'un milieu très simple qui se rendent dans un bidonville sont parfois tellement choquées par les conditions qui y règnent qu'elles font un don et s'enfuient au lieu de mener à bien leur intention initiale d'apporter un soutien à long terme. Une formation et un soutien peuvent aider ces personnes à dépasser le choc de l'extrême dénuement et à adhérer ainsi à un partenariat à long terme.

3. La créativité

La diversité des familles touchées par l'extrême pauvreté dans le monde est telle qu'il n'existe pas de solution unique qui convienne à toutes, même dans une communauté donnée. C'est pourquoi il est important d'envisager plusieurs voies pour que nos actions soient couronnées de succès. Donner à ces familles la possibilité d'être directement impliquées dans la planification et l'évaluation des programmes conduira à des solutions plus créatives.

Les familles en situation de crise peuvent avoir besoin du soutien d'ONG ou des services de protection de l'enfance du gouvernement, mais la crainte de perdre la garde de leurs enfants les dissuade de faire appel à un soutien préventif qui pourrait parer à cette crise.

Des alternatives créatives aux orphelinats et aux foyers d'accueil doivent être examinées et des fonds doivent être investis dans les services de prévention. De nouvelles formes d'interventions éducatives et de protection de l'enfance doivent être développées, afin qu'elles puissent bénéficier non seulement aux enfants mais aussi à toute la famille.

Il est urgent de combattre la pauvreté, aussi devons-nous nous efforcer d'aller toujours plus de l'avant. Mais tout programme désireux d'atteindre les personnes vivant dans une extrême misère doit prévoir de s'investir sur plusieurs années. Les projets initiaux doivent garder une marge de liberté pour permettre à ces personnes de devenir des partenaires et faire part de leurs expériences et de leurs idées. C'est dans ce cadre fonctionnant à long terme que l'originalité peut faire son chemin et porter ses fruits.

*

Cette étude contribue à illustrer ce que le Mouvement ATD Quart Monde a appris à travers les actions qu'il a menées sur le terrain et à travers celles d'autres ONG. Nous avons beaucoup appris sur la vie des familles en travaillant en partenariat avec elles dans des projets culturels et éducatifs qui bénéficient à leurs enfants. Nos erreurs, nos succès et nos réflexions communes avec ces familles nous ont permis de comprendre quelles démarches peuvent le mieux nous aider à les soutenir dans les efforts qu'elles entreprennent pour rester unies.

La prochaine étape consiste à poursuivre notre dialogue avec les responsables politiques compétents afin de déterminer comment les leçons que nous avons tirées d'actions de terrain peuvent contribuer à améliorer les politiques qui affectent les enfants et les familles pauvres.

Tant que l'extrême misère persistera, des parents continueront à avoir le sentiment de devoir confier leurs enfants à d'autres personnes, des enfants finiront dans la rue et les systèmes de protection de l'enfance douteront de la capacité des parents à élever leurs enfants. Nous devons continuer à tout mettre en œuvre pour lutter contre la pauvreté, pour garantir à chaque enfant l'accès à une éducation de qualité et pour créer une justice sociale qui s'applique à tous.

*